

## Université d'Automne du MuCEM

« De la Méditerranée des empires coloniaux à la Méditerranée d'aujourd'hui (XIX<sup>ème</sup>-XXI<sup>ème</sup> siècles) »

**Jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2016**

9h-17h Mucem - Accès par 1 esplanade du J4

Lieu : salon VIP (accès par la terrasse du J4)

### **Matinée : Colonisation / décolonisation, état des lieux**

**Dominique Borne, historien.**

*Colonisation / Décolonisation, étapes et enjeux.*

Le mouvement qui aboutit à la colonisation par les Etats européens des rives orientales et méridionales de la Méditerranée s'inscrit dans la longue durée. La colonisation qui, pour la première fois depuis l'Empire romain, homogénéise le bassin méditerranéen efface-t-elle ce long antagonisme, quasi millénaire, entre le monde musulman et la Chrétienté, qui passe par les Croisades des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, Lépante en 1571... ? Quels sont les ressorts et les modalités de la conquête ? Son rejet est contemporain de la colonisation elle-même. La décolonisation est inséparable de l'histoire globale, des deux guerres mondiales, de la guerre froide. Les nationalismes qu'elle révèle emprunte leurs discours et leurs formes au mouvement issu de la Révolution française mais aussi à la longue durée des antagonismes qui ont fracturé – et qui balafrent encore - l'espace méditerranéen.

**Daniel Hick, Conservateur aux Archives nationale d'Outre-Mer**

*Les Archives nationales d'Outre-Mer : contenu et usages*

**Sources archivistiques sur les colonies françaises** (notamment méditerranéennes) :

complexité des régimes ; plusieurs institutions de conservation concernées ;

- en France (ANOM ; Archives diplomatiques (La Courneuve) ; Centre des archives diplomatiques de Nantes ; Service historique de la Défense (Vincennes, Toulon) ; Archives nationales (Paris, Pierrefitte-sur-Seine) ; Archives du monde du travail (Roubaix) ; chambre de commerce de Marseille.

- à l'étranger , pour la Méditerranée : Maroc, Tunisie, Liban (...) ; Algérie. ( Période ottomane : Istanbul).

### **Les ANOM :**

Les services d'archives dans les colonies.

Etapas d'un service particulier (1962, 1966, 1986) ;

les transferts d'archives (1954-1955 (Inde, Indochine) ; 1960 (AEF, Madagascar) ; 1961-1962 (Algérie) ; 1975 (Djibouti, Comores ) ;

les versements des services parisiens : 1971 ( Archives nationales : Algérie, Sahara) ; 1985 (Section outre-mer : ministère de la France d'Outre-mer) ; autres versements postérieurs.

Peu d'archives « économiques » : deux compagnies ferroviaires (voir archives de la SNCF à Béziers) ; les archives bancaires (Banque de l'Algérie et de la Tunisie) ; quelques sociétés d'Algérie

les archives privées (militaires, fonctionnaires et élus, enseignants , Roger Le Tourneau ; Yvonne Kniebiehler ;journalistes , Paul Marie de La Gorce, églises protestantes d'Algérie);

fonds « inattendus » : fonds Marius Michel Pacha, construction et administration des phares de l'Empire ottoman (1875)

**Caractères des archives.** Généraux : définitions ; le paradoxe des archives. Propres aux ANOM : archives dites de souveraineté. Autres critères : pour l'Algérie notamment.

**Les principaux fonds conservés** (partiellement) aux ANOM (Algérie) :

ministères ; Gouvernement général de l'Algérie ; préfectures ; sous-préfectures ; communes mixtes ; Sections administratives spécialisées (SAS) ; services de police ; tribunaux pénaux

Ce qui n'est pas conservé aux ANOM.

**Le lectorat** . Français. Etrangers.

**Les grandes bases informatiques :**

- nationales (combattants de 1914-1918 : Grand Mémorial ; morts pour la France : Mémoire des hommes ) ;

- des ANOM : état civil ; recrues militaires, ; bagnards coloniaux (Nouvelle-Calédonie, Guyane, Obock) ; plans et photographies (Ulysse) ; en cours : base géographique générale , base nominative générale.

**Types de recherches :**

généalogiques ; privées ; universitaires ; particulières (romanciers, journalistes, documentaristes, patrimoniaux, emprunteurs )

**Tendances des recherches.** Permanences ; évolutions.

**Les échanges internationaux.** Contacts professionnels. Echanges d'inventaires. Colloques.

**Indications bibliographiques sommaires**

**1912.** Esquer, Gabriel, *Les archives algériennes et les sources de l'histoire de la conquête*, Alger, 1912.

**1960.** Boyer, Pierre, « Les Chartistes et l'Algérie », dans *La Gazette des Archives*, n° 28, 1960.

**1966.** Laroche, Charles, « Les archives de l'expansion française outre-mer conservées en métropole », dans *La Gazette des Archives*, n°55, 1966.

- « Les archives françaises d'outre-mer », dans *Comptes rendus mensuels des séances de l'Académie des sciences d'outre-mer*, tome XXVI, séance du 18 mars 1966.

**1982.** Boyer, Pierre, « Les archives rapatriées », dans *Itinéraires*, n° 264, juin 1982.

**1996.** *Sources de l'histoire du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord dans les Archives et bibliothèques françaises*, I Archives, 3 vol., 1996 ; II Bibliothèque nationale, 1984 - ouvrages publiés avec l'aide et sous les auspices de l'UNESCO ;

dans la même collection, concernant l'Afrique du Nord : Scandinavie (Danemark, Norvège, Suède) (1971), Belgique (1972), Danemark (1980), Allemagne (ouest) (1984) ; Autriche (1986).

**2000.** Goudail, Agnès, « Les sources françaises de la guerre d'Algérie », dans *La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises [...] Actes du colloque international Paris, Sorbonne (23, 24, 25 novembre 2000)*. 2000.

**2000.** Sarmant, Thierry ; Roucaud, Michel, *Guide des sources de l'histoire du Maroc au Service historique de l'armée de terre*, 2000.

**2004.** Badjadja, Abdelkrim, « Panorama des archives de l'Algérie moderne et contemporaine », dans *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, sous la direction de Benjamin Stora et Mohammed Harbi. 2004, p. 631 – 682.

**2004-2005.** Dion, Isabelle, « Les services d'archives en Algérie, 1830 - 1962 », dans *Histoire et archives*, Revue de la société des amis des Archives de France, n° 15, 2004 ;

« La France et ses colonies. La question du rapatriement des archives », *ibidem*, n° 17, 2005.

**2004.** Akihito Kudo, Raïd Bader, Didier Guignard, « Des lieux pour la recherche en Algérie », dans *Bulletin de l'Institut d'histoire du Temps présent*, n° 83, 2004.

**2005.** Branche, Raphaëlle, *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, 2005 ; p. 32-33, 139-217.

**2012.** Hick, Daniel, « Le transfert des archives d'Algérie », dans *Démontages d'empires*, sous la direction de Jean Fremigacci, Daniel Lefeuvre et Marc Michel, 2012. pp. 151-153.

**2012.** Thénault, Sylvie, « Des archives inaccessibles ? » dans *Algérie : des « événements » à la guerre. Idées reçues sur la guerre d'indépendance algérienne*. 2012.

**2014.** Houllemare, Marie, « La fabrique des archives coloniales et la naissance d'une conscience impériale (France, XVIIIe siècle) », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 61-2, avril-juin 2014.

Archives nationales d'outre-mer : <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/anom/fr/>

Archives de France : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/>

Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine, 93 ; Paris) : <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

Archives nationales du monde du travail (Roubaix, 59) : [www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/](http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/)

Service historique de la Défense (Vincennes, 94 ; Toulon, 83) : <http://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/>

Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve, 93 ; Nantes, 44) : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/a-propos-des-archives-diplomatiques>

**Catherine Mazauric, Professeure de littérature contemporaine d'expression française, CIELAM, Aix-Marseille Université**

### ***Y-a-t-il une littérature coloniale ?***

L'existence et l'idée d'une « littérature coloniale » ont été, en pleine période coloniale autour de 1930, l'enjeu d'un vif débat portant sur ses contenus, ses visées, ses acteurs. Si on l'envisage aujourd'hui aux côtés de celles de littératures anti- ou postcoloniales, ce sont les emfans historiques et géoculturels, mais aussi les héritages et tensions épistémologiques qu'elle a pu déterminer qu'il convient d'interroger, au regard d'exemples pris notamment en Algérie et en Afrique subsaharienne.

#### Bibliographie succincte

Lebel Roland, *Histoire de la littérature coloniale en France*, Paris, Larose, 1931.

Memmi Albert, *Écrivains francophones du Maghreb*, Paris, Seghers, 1985.

Mouralis Bernard, *République et colonies. Entre histoire et mémoire*, Paris, Présence africaine, 1999.

Riesz János, *De la littérature coloniale à la littérature africaine. Prétexes, contextes, intertextes*. Paris, Karthala, 2007.

Saïd Edward W., *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard / Le Monde diplomatique, 2000.

Site et documents de la Société internationale d'étude des littératures de l'ère coloniale (SIELEC) : <http://www.sielec.net/index.htm>.

**Mireille Jacotin, Conservateur du Patrimoine au MuCEM**

***Peinture orientaliste ou peinture coloniale ?***

Bien que l'orientalisme en peinture et dans les beaux-arts constitue en Europe occidentale un mouvement artistique antérieur au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'expédition d'Égypte de Bonaparte en 1798 puis la conquête de l'Algérie à partir de 1830 marquent une étape dans la relation entre les artistes et les territoires du sud et de l'est méditerranéens. Ainsi, la création de Sociétés d'artistes coloniaux, l'instauration de Salons de peinture orientaliste et d'expositions coloniales comme celle de Marseille à partir de 1906... constituent des faits majeurs permettant d'insérer une pratique de création artistique au sein d'académies et de structures relevant de l'Etat. Les acteurs en sont ou bien artistes, ou bien administrateurs des musées ou d'institutions publiques organisées à l'échelle d'un vaste empire colonial, entre 1830 et 1930. C'est pourquoi il est intéressant de s'interroger sur la nature de la peinture orientaliste en France pendant cette période qui se termine avec la création du Pavillon permanent des Colonies, pour l'exposition coloniale de Vincennes en 1931, à la demande du maréchal Lyautey.

Conservateur des musées nationaux depuis 1996, Mireille Jacotin est ancienne élève de l'INALCO et de l'Ecole du Louvre. Membre de la Société Asiatique et de l'Association Générale des conservateurs des collections publiques françaises (vice-présidente au niveau national depuis 2013 et présidente de la section fédérée en PACA d'avril 2014 à mai 2016), elle contribue à la connaissance et à la diffusion des collections publiques françaises d'art oriental par le biais de publications et de commissariats d'exposition : *Abd el-Kader au château de Chantilly* (Somogy, 2002), *Couleurs Maroc* (Somogy, 2003), *Iznik, l'aventure d'une collection* avec Fr. Hitzel (RMN, 2005), « *Café, cafés* » (5<sup>ème</sup> édition multimédia du MuCEM, 2006), *Berbères, de rives en rêves* (Sépia, Abbaye de Daoulas, 2008), *Le Goût de l'Orient* avec Aurélie Bosc (Aix en Provence, Silvana éd, 2013).

Conservateur au musée Granet d'Aix en Provence de 1996 à 1998, puis chargée des collections d'Afrique du Nord au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (1998-2003), elle accompagne depuis 2004, la création du Musée national des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) ouvert à Marseille en juin 2013 ; elle y est notamment chargée de la politique d'acquisition pour l'enrichissement des collections relatives au sud et à l'est méditerranéen depuis 2004, et depuis 2013, en charge du nouveau pôle scientifique intitulé « Vie Publique » au sein du Département Scientifique et des Collections. Elle assure actuellement le commissariat scientifique de l'exposition du MuCEM intitulée *Café In* (octobre 2016 à janvier 2017) et coproduite avec la Fondation Malongo.

Contact : [mireille.jacotin@mucem.org](mailto:mireille.jacotin@mucem.org)

**Après-Midi : Les relations entre l'Algérie et la France**

**Benoit Falaize, Historien et chercheur sur l'enseignement de l'histoire, Université de Cergy-Pontoise, DGESCO.**

## ***Enseigner les rapports entre la France et l'Algérie***

**Jean-Robert Henry, directeur de recherche honoraire au CNRS / IREMAM**

### ***Les relations entre l'Algérie et la France, enjeux mémoriels : l'exemple du projet avorté de musée à Montpellier***

De nombreux travaux scientifiques ont été publiés sur l'histoire des rapports entre la France et le Maghreb. Mais peu d'initiatives ont entrepris de synthétiser ces savoirs pour les rendre accessibles à un large public, notamment scolaire. Le projet de Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie (MHFA) à Montpellier avait précisément pour objet d'instaurer une passerelle entre les recherches universitaires les plus récentes et le grand public. Réorientant un projet tourné initialement vers les attentes mémorielles des Français d'Algérie, il avait réussi à mobiliser plusieurs dizaines de chercheurs français et algériens pour tenter de proposer un parcours commun dans l'histoire des rapports entre les deux pays et les deux sociétés. Il s'agissait moins de confronter des mémoires antagonistes que de proposer aux porteurs de celles-ci le détour par un devoir d'histoire. Cette équipe avait aussi préparé des expositions temporaires qui étaient appelées à circuler de part et d'autre de la Méditerranée.

Mais en juin 2014, à quelques mois de l'ouverture du musée, le nouveau maire de Montpellier a décidé brutalement et sans concertation d'arrêter le projet, sous la pression notamment des associations algérianistes. Quelles qu'en soient les véritables raisons, une telle décision témoigne de la difficulté persistante – à l'échelle politique locale en particulier – à assumer l'histoire croisée de la France et du Maghreb. En même temps, les nombreuses réactions suscitées par l'abandon du projet au sein des institutions universitaires et culturelles et dans l'opinion ont aussi permis de vérifier l'intérêt et la légitimité de la démarche qui avait été entreprise. Même aux yeux des autorités politiques, elle n'a pas perdu sa pertinence, comme en témoigne le discours prononcé par le chef de l'Etat le 19 mars 2016, à l'occasion de l'anniversaire de la signature des accords d'Evian

*Jean-Robert Henry a étudié et enseigné à Alger De 1963 à 1977, avant de poursuivre sa carrière au CNRS, à Aix en Provence. Commissaire en 2003 d'une exposition sur L'Algérie et la France, qui a circulé entre les deux pays à l'occasion de L'Année de L'Algérie en France, il a été sollicité en 2012 pour présider le Comité scientifique du projet de musée de Montpellier. C'est à partir de son expérience qu'il propose une réflexion sur les circonstances et les leçons de l'abandon de ce projet*

**Jacques Scheibling, Géographe**

***Trois écrivains d'Algérie : Camus, Amrouche, Daoud***

Trois itinéraires d'écrivains, trois destins divergents, symboles de la difficulté d'être dans le processus de colonisation/décolonisation

Albert Camus, Français né en Algérie, souhaitait l'égalité pour les Algériens mais refusait l'idée d'une Algérie algérienne.

Jean El Mouloud Amrouche, Algérien Kabyle, catholique, a pris très tôt le parti de l'indépendance pour l'Algérie et servira de médiateur dans les négociations qui ont conduit aux accords d'Evian.

Kamel Daoud, Algérien, journaliste de langue française, publie en 2013 un roman : « *Meursault, contre-enquête* » dans lequel le narrateur est le frère Moussa de l'arabe sans nom du roman de Camus « *l'Etranger* ». Déclaré « islamophobe » par un collectif d'intellectuels après un article publié dans *le Monde* au sujet des viols collectifs de Cologne.

*Jacques Scheibling est agrégé de géographie, Professeur Honoraire de Khâgnes*

*Auteur de « Qu'est-ce que la géographie » et « Le Territoire français, permanences et mutations » Hachette*

## **Vendredi 2 décembre 2016**

9h-17h Mucem - Accès Entrée basse du fort Saint-Jean : 201 quai du Port

Lieu : I2MP

### **Matinée : Colonisation / décolonisation en Méditerranée orientale**

**Iris Seri-Hersch, Maîtresse de conférences, Département d'études moyen-orientales, Aix-Marseille Université**

***Israël-Palestine, phénomène colonial ? Du vécu des acteurs historiques au débat historiographique***

À partir d'une célèbre interrogation de Maxime Rodinson (« Israël, fait colonial ? »), cette intervention revisitera le problème de la qualification des dynamiques à l'œuvre dans l'espace israélo-palestinien de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Elle montrera comment les discussions théoriques sur le



colonialisme, le vécu des acteurs historiques et les évolutions territoriales concrètes continuent à nourrir de riches débats académiques autour de la « colonialité » du cas israélo-palestinien.

### Bibliographie

BLANC Pierre, « Palestine : géopolitique d'une violence territoriale », *Confluences Méditerranée*, Vol. 86, 2013, p.13-28.

LATTE ABDALLAH Stéphanie et Cédric PARIZOT (éds.), *A l'ombre du mur : Israéliens et Palestiniens entre séparation et occupation*. Arles, Actes Sud et Aix-en-Provence, MMSH, 2011.

MORRIS Benny (éd.), *Making Israel*. Ann Arbor, University of Michigan Press, 2007.

PAPPÉ Ilan et Ğamīl HILĀL (éds.), *Across the Wall: Narratives of Israeli-Palestinian History*. Londres, I. B. Tauris, 2010.

RODINSON Maxime, « Israël, fait colonial ? », *Les Temps modernes*, No. 253 bis, mai 1967, p. 17-88.

ROUHANA Nadim N. et Areej SABBAGH-KHOURY, "Settler-Colonial Citizenship: Conceptualizing the Relationship between Israel and its Palestinian Citizens", *Settler Colonial Studies*, Vol. 5(3), 2015 p. 205-225.

SAND Shlomo, *Comment la terre d'Israël fut inventée : de la Terre sainte à la mère patrie*. Paris, Flammarion, 2014.

SÉGUIN Michaël, « Conceptualiser la colonialité d'Israël : retour sur la trajectoire d'une analyse polémique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, Vol. 131, 2016, p. 135-154.

SFEIR Jihane, « L'historiographie palestinienne entre histoire et mémoire », *Naqd*, Vol. 2 (Hors-Série 3), 2014, p. 45-64.

SHLAIM Avi, « Le débat sur 1948 », *Labyrinthe*, Vol. 13, 2002, p. 81-110.

VERACINI Lorenzo, *Israel and Settler Society*. Londres, Pluto Press, 2006.

ZERTAL Idith et Akiva ELDAR, *Les seigneurs de la terre: histoire de la colonisation israélienne des Territoires occupés*. Paris, Seuil, 2013.

**Matthieu Rey, chargé de recherche CNRS / IREMAM**

## ***Construire une monarchie et une république, dialogue violent entre puissances mandataires et élites locales en Irak et en Syrie***

**Caroline Piquet, Maîtresse de conférences en Histoire contemporaine, Centre Roland Mousnier, Paris-Sorbonne**

### ***L'Egypte, de l'occupation britannique à la crise de Suez : l'enjeu de l'indépendance économique***

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Égypte connaît un grand mouvement de réformes qui se traduit par une forte pénétration des capitaux étrangers. Après la banqueroute de 1876, les finances du pays sont placées sous contrôle européen, tutelle financière qui est un préalable à l'occupation britannique de 1882. La domination étrangère se met en place par le biais des mécanismes économiques ; dès lors, les élites nationalistes n'auront de cesse de les mettre au centre de leur combat pour l'indépendance. Au sortir de la Première Guerre mondiale, les élites égyptiennes affirment leur volonté de démanteler le système colonial instauré au XIX<sup>e</sup> siècle. Les sociétés concessionnaires, le système des capitulations et la faible proportion des bénéfices réinvestis dans le pays sont les principaux griefs adressés au fonctionnement de l'économie établie sous l'occupation britannique. L'égyptianisation des entreprises devient également un thème central de la presse et de l'action des gouvernements qui se succèdent de la période parlementaire à la période militaire. En trente ans, les gouvernements égyptiens s'efforcent de démonter les structures économiques héritées du XIX<sup>e</sup> siècle au moyen d'une législation de plus en plus contraignante sur les entreprises, de quotas d'égyptianisation imposés aux sociétés et de l'élaboration d'un droit social.

*Agrégée et docteur en histoire, Caroline Piquet est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste de l'histoire économique et sociale de la Méditerranée et du Moyen-Orient, elle a notamment publié Histoire du canal de Suez, Perrin, Paris, 2009 ; Les pays du Golfe, de la perle à l'économie de la connaissance. Les nouvelles terres du libéralisme, Paris, Armand Colin, 2013.*

## **Après-Midi : Les traces de la colonisation / décolonisation dans le monde d'aujourd'hui**

**Jean-Jacques Jordi, administrateur des Musées (Musée d'Histoire de Marseille)**

### ***L'empreinte territoriale de la colonisation/décolonisation à Marseille***

**Jacques Scheibling, Géographe**

### ***Traces et séquelles de colonisation dans l'espace d'aujourd'hui***

La Méditerranée est aujourd'hui transpercée par les effets lointains et actuels de la colonisation. Les déchirements sont mémoriels, individuels et collectifs. Ils se transmettent de génération en génération et prennent la forme de communautarismes identitaires instrumentalisés par les religions.

Moyen-Orient et Maghreb/Machrek sont traversés par des conflits géopolitiques qui résultent des formes de néocolonialisme économiques, politiques, militaires. Les grandes puissances, les institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, Etats-Unis, France) ont une responsabilité dans le maintien du sous-développement dans les anciens empires coloniaux.

*Jacques Scheibling est agrégé de géographie, Professeur Honoraire de Khâgnes*

*Auteur de « Qu'est-ce que la géographie » et « Le Territoire français, permanences et mutations » Hachette*

- **Dominique Borne, Historien - Gérald Attali, Inspecteur d'Académie – Inspecteur pédagogique régional d'Histoire-Géographie.**

### ***L'évolution de la place de la colonisation/décolonisation dans les programmes scolaires***

L'histoire de la colonisation est entrée dans les programmes quasiment en même temps que se mettait en place un enseignement de l'histoire. À cette histoire enseignée de la colonisation était adossée une géographie glorifiant la nation et sa présence dans le monde. Avant de dresser un état des lieux de la place de cette question dans les programmes scolaires aujourd'hui, il convient de broser à grands traits les étapes par lesquelles est passé l'enseignement du fait colonial depuis son installation dans les programmes.

Il n'en demeure pas moins que l'histoire des colonisations et des décolonisations est délicate à enseigner. Comme beaucoup d'autres serait-on tenté d'ajouter... C'est pourquoi elle peut prendre appui sur l'expérience acquise dans l'enseignement des questions dites « sensibles ». Expérience qui conduit à penser que pour cette question, comme pour toutes les autres, la mise à jour des savoirs et la réflexion didactique sont encore les meilleurs garants d'une étude raisonnée du passé.

#### Pistes bibliographiques :

- *L'historiographie du fait colonial : enjeux et transformations*, Marco Platania, Revue d'Histoire des Sciences Humaines, 2011/1 (n° 24), pages 189-207
- Un siècle d'enseignement du « fait colonial » dans le secondaire entre 1902 et aujourd'hui, Laurence de Cock, *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18 (en ligne : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=18&rub=pistes&item=24>)
- *Enseigner les colonisations et les décolonisations*, Marie-Albane de Suremain, Sophie Dulucq et David Lambert, éditions Réseau Canopé en partenariat avec le Musée national de l'histoire de l'immigration, mai 2016
- *Colonisation. Une autre histoire*, Romain Bertrand, Documentation photographique, n° 8114, novembre-décembre 2016